

# RISK FILES

N°2

Janvier 2005

## *Le groupe de Bilderberg*

A. AVOLANOV, G. BÉNOÎT, Q. BREZILLON,  
G. GEIGER, S. MANSEAU, C. THORNEYCROFT

### Historique, objectifs et organisation

*Chaque printemps, dans une ville différente, le groupe de Bilderberg réunit une centaine de "global leaders" pendant quatre jours pour discuter des "choses du monde". La première rencontre eu lieu en mai 1954 à l'hôtel Bilderberg à Oosterbeek, sur l'initiative du prince Bernhard des Pays-Bas.*

#### L'objectif

Il serait de permettre une meilleure compréhension transatlantique en particulier dans le but de promouvoir la coopération militaire et économique des deux cotes de l'Atlantique.

#### Les participants

Précisons que pour les participants les débats ont lieu a huis clos et que chacun y assiste à titre privé.

Après avoir trié la liste des participants<sup>1</sup> au réunion du groupe « Bilderberg » :

- Genvall, Belgique, 1er au 4 juin 2000
- Stenungsund, Suède, 24 au 27 mai 2001
- Chantilly, Virginie, USA, du 30 mai au 2 juin 2002
- Versailles, France, 15 au 18 mai 2003

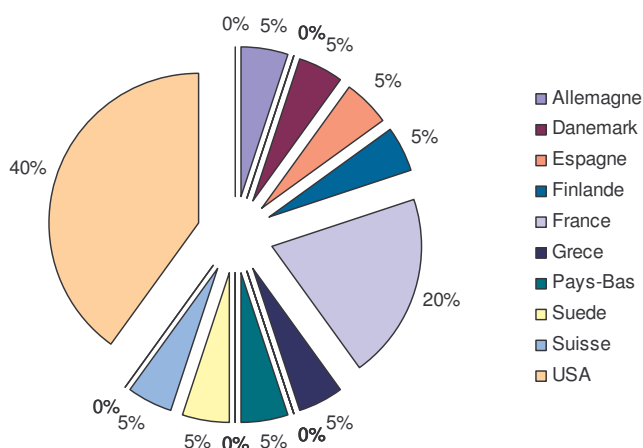
" L'idée est de réunir des membres de l'Otan pour discuter à huis clos de la politique internationale des alliés, particulièrement des relations transatlantiques "  
déclaration de Thierry de Montbrial, directeur de l'Ifri, habitué de ces rencontres depuis 1974<sup>1</sup>

<sup>1</sup> La liste des participants à ces 4 réunions citées se trouve sur [www.reseauvoltaire.net](http://www.reseauvoltaire.net)

Nous obtenons alors la liste des personnalités ayant participé, une fois, deux fois, trois fois ou qui ont suivi l'ensemble de ces réunions.

Cette liste comprend 288 noms du monde politique, journalistique ou économique.

Répartitions par pays du % de participants à l'ensemble des réunions:



On constate que la France est le second pays après les Etats-Unis en terme de personnalité assistant à l'ensemble des conférences entre 2000 et 2003.

## L'organisation

Tout s'articule autour de trois cercles<sup>2</sup> :

- Le comité d'organisation, assuré par un président (le poste est occupé depuis 2000 par Etienne Davignon, vice-président du conglomérat Société Générale de Belgique) et un secrétaire général, basé aux Pays-Bas.
- L'*inner circle*, constitué de quatre personnes, dont David Rockefeller.
- Le comité de pilotage (*steering committee*), de quinze à dix-huit personnes, dont deux Français, Bertrand Collomb (PDG de Lafarge) et André Lévy-Lang (ex-PDG de Paribas).

Pour les conférences entre 2000 et 2003, l'organisation était la suivante :

- Président honoraire : Étienne Davignon
- Secrétaire général honoraire : Martin J. Taylor
- Rapporteurs : R. John Micklethwait , Gideon Rachman

La liste constituée comprend 20 personnalités ayant toutes assisté à l'ensemble de ces réunions. Nous pouvons supposer qu'elles font parties de l'un de ces trois cercles de décisions.

---

<sup>2</sup> LOSSON Christian, QUATREMER Jean, RICHE Pascal, Libération, 05 août 2003, « Messes basses entre maîtres du monde. Dans les coulisses de Bilderberg »

---

## Le risque politique

*L'appréhension du risque politique lié à l'existence du groupe de "Bilderberg" – et qui pourrait aussi être adaptée à de cercles de réflexion tels que la Commission trilatérale, le Cercle Pinay, le Royal Institute of International Affairs, ou encore, le Council on Foreign Relations – se situe à la confluence de quatre phénomènes qui se superposent et se nourrissent.*

- **La mondialisation/globalisation** : c'est un sujet certes très souvent étudié, mais qui est au centre de l'étude du groupe qui nous intéresse. En effet, le développement des échanges commerciaux, d'informations et de personnes a eu pour conséquence, dans certains domaines, un déplacement objectif des frontières géographiques vers des frontières de marchés : de grands espaces commerciaux et financiers partiellement réglementés par des instances internationales se sont créés<sup>3</sup>, interagissant et interdépendants, et qui se sont affirmés dans la sphère économique aux côtés – et parfois même aux dépens – des Etats.

Cette émergence/concurrence a été consacrée par l'augmentation exponentielle de la sphère financière, dont la prise de poids a permis le développement des firmes multinationales dont le chiffre d'affaire peut être comparable voire supérieure à celui de nombreux pays développés.

- **La désaffection/méfiace vis-à-vis du politique** : parallèlement à l'affirmation de la sphère économique et financière à un niveau trans-national, la fonction politique s'est trouvée dévalorisée dans de nombreux pays développés, du fait de l'incapacité de la classe politique à répondre aux attentes de leur électorat d'une part et d'autre part dont les décisions semblent parfois soumises à des intérêts personnels ou à des accords qui dépassent les limites de l'Etat. Cela a souvent amené des anomalies électorales comme ce fut le cas lors des récentes élections – qu'elles soient législatives, présidentielles voire européennes- en France et ailleurs en Europe avec des taux d'abstention très élevés et une grande audience accordée aux partis dit « contestataires ».

L'homme politique semble faire place de plus en plus souvent à l'expert : le statut de ce dernier le présente comme affranchi de toute idéologie et tel un observateur rationnel, et donc objectif, des évolutions économiques, sociales et sociétales.

- **L'anti-américanisme** : la libéralisation de l'économie, ainsi que sa financiarisation, sont souvent stigmatisées comme étant d'inspiration américaine, étant donné que les règles internationales furent imposées, et demeurent inchangées, par l'intermédiaire des institutions de Bretton Woods – FMI et Banque Mondiale- et de l'OMC, institutions au sein desquelles les Etats-Unis et leur volontarisme libre-échangiste sont présentés comme ayant la main haute.

- **Des dysfonctionnements systémiques** : il apparaît finalement que le système libre-échangiste présenté comme porteur des valeurs de démocratie et de développement économique et social peut connaître des ratés dont les conséquences symboliques sont très fortes et nourrissent le besoin de transparence des clients-citoyens qui ne souhaitent pas appartenir à un système qui les dépasse.

A ce titre, les scandales financiers des groupes ENRON et WorldCom aux Etats-Unis ou encore Parmalat en Italie ont entraîné une réorganisation totale de l'organisation des grandes entreprises, qu'elles soient à caractère national ou supra-national : il est désormais nécessaire pour elles de faire œuvre de transparence, ainsi que de se conformer à un certain nombre de standards éthiques nécessaires pour conserver une image « propre ».

---

<sup>3</sup> Nous faisons ici référence à l'Organisation mondiale du commerce, mais aussi à l'ASEAN, à l'Union Européenne, à l'ALENA, etc..

En partant de ce constat, il est maintenant nécessaire de présenter clairement ce que représente en terme de risque politique le groupe de "Bilderberg".

1. **Un risque ? Quel risque ?** : ce que les informations que nous avons obtenues nous ont appris, c'est que les réunions qui ont lieu chaque année réunissent des journalistes-commentateurs de la vie politique ou économique internationale, des hommes politiques éminents – membres de gouvernements, de la Commission européenne, d'institutions internationales – des universitaires et des chefs d'entreprises<sup>4</sup> dont les débats durant trois jours sont soumis au secret pour permettre une plus grande liberté dans le ton adopté par les participants<sup>5</sup>. A ce niveau, ces réunions peuvent se comprendre comme permettant des rencontres entre des responsables de haut niveau visant à confronter leur point de vue et leurs interprétations des tendances politico-économiques du monde auquel ils appartiennent : cela peut donc sembler bénéfique en terme de partage de retour d'expérience, de fertilisation croisée et de mutualisation de l'information, si ces éléments sont utilisés dans le but d'une meilleure gouvernance.

2. **Un risque probable**: la vision optimiste présentée en premier lieu est très susceptible d'être altérée lorsque certains autres éléments d'analyse sont présentés. Il apparaît d'abord que la liste des invités inclue une écrasante majorité de personnes issues de l'UE et des Etats-Unis. De plus le slogan parfois utilisé « privé plutôt que secret »<sup>6</sup> soulève des interrogations. En effet, si l'esprit de la constitution de groupe pouvait relever après-guerre d'une volonté d'empêcher les guerres en réunissant les différents dépositaires du pouvoir<sup>7</sup>, il est sûr qu'aujourd'hui la logique semble s'être modifiée et que le risque politique majeur tient à la favorisation des conditions d'établissement du consensus<sup>8</sup>, ce qui tend à justifier l'idée qu'il existe une « pensée unique ».

Le risque couru est donc une remise en cause par le haut, ou plutôt une négation de la démocratie, dont le principe se trouve nié dans l'essence même de ce cercle de réflexion – de décision ? : le pouvoir politique national ne serait finalement qu'une mise en œuvre des décisions prises dans une enceinte privée supranationale et représentative des intérêts de quelques acteurs mondiaux, sans légitimité reconnue. Le problème ici est l'utilisation faite par les membres du groupe du prestige et de la légitimité publics conférés par leur fonction pour, peut-être, définir dans une sphère privée des positions pouvant avoir des conséquences à tous les niveaux politiques, et plus que tout, des conséquences qui dépassent de loin les responsabilités dont sont investis les participants dans le cadre de ce groupe. En effet la représentativité partielle et partielle des personnalités présentes exclue *de facto* un nombre d'acteurs très important dont, pourtant, le rôle dans la société ne l'est pas moins. Finalement, le pouvoir du citoyen se trouverait vidé de son essence, c'est-à-dire que le choix lui est laissé de changer les personnes, mais pas les idées.

3. **La part du fantasme**: s'il semble évident que le groupe de "Bilderberg" est une enceinte qui favorise le consensus des élites dirigeantes réunies en son sein – avec une série de risques politiques sérieux comme cela a été montré dans le paragraphe précédent - très vite apparaît la volonté de certains médias « alternatifs » ou de certains observateurs de ces réunions de les présenter comme caractéristiques d'un monde dans lequel les véritables décisions qui déterminent l'avenir du monde sont prises uniquement en conformité avec des intérêts personnels, ce qui peut entraîner sur des pentes discursives très discutables sur fond de théorie du complot, d'antisémitisme larvé, et de dénonciation

---

<sup>4</sup> Pour une liste des participants aux réunions du groupe de Bilderberg 2000, 2001, 2002, 2003 voir [www.reseauvoltaire.net](http://www.reseauvoltaire.net)

<sup>5</sup> Interview de Phil GALLIE, *Torie* britannique in *The Herald* (Glasgow), le 5 novembre 2002, p.17

<sup>6</sup> COWELL Alan and HALBFINGER David, "Conspiracy Theorist Unite", *The New York Times*, 11 juillet 2004, [www.nytimes.com/2004/07/11/weekinreview/11cowe.html](http://www.nytimes.com/2004/07/11/weekinreview/11cowe.html)

<sup>7</sup> DUFFY Jonathan, « Bilderberg, the ultimate conspiracy theory », BBC Online Magazine, 3 juin 2004, [news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/magazine/3773019.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/magazine/3773019.stm)

<sup>8</sup> *Ibid.*

d'une engeance judéo-maçonnique... des thèses facilement vendables, mais dont la pertinence reste à démontrer.

Pour terminer, les risques inhérents au type de réunions comme celle du groupe de Bilderberg" sont assez clairs, réels, mais loin des mystifications outrancières souvent effectuées à son égard : en effet, d'une part nous refusons par principe l'idée de la théorie du complot, et d'autre part les informations sur le groupe sont trop parcellaires et trop souvent discutables pour nous permettre d'adopter une posture intellectuelle ferme et définitive quant à la matérialisation des risques stigmatisés dans cette partie et relatives aux réunions du groupe de "Bilderberg".

---

## Le risque financier

*Le groupe de Bilderberg a la caractéristique d'être fermé sur lui-même, ce qui lui confère divers avantages. Parmi ceux-ci, deux prévalent : le premier est qu'aucun communiqué n'est transmis après les réunions, chacun peut donc parler librement. Le second est que chacune des personnes présentes est cooptée par un membre, la confiance et la responsabilité finissent donc de fermer les portes de ce club très discret.*

*Ces deux aspects (absence de communiqué et cooptation) peuvent néanmoins avoir des conséquences fâcheuses lorsqu'on s'attarde sur l'identité des personnes présentes lors des réunions du groupe de Bilderberg. En effet, dans quelle mesure est-on assuré, d'un point de vue strictement légal, qu'aucune information vitale et/ou stratégique ne peut être transmise entre un banquier et un financier ? La notion de risque prend tout son sens lorsqu'on aborde le sujet du délit d'initié et qu'on s'intéresse à une réunion de personnalités influentes.*

Le délit d'initié concerne l'utilisation d'une ou plusieurs informations confidentielles sur une société cotée. Cette divulgation fausse la confiance dans l'égalité des investisseurs dans le marché. Ainsi, le détenteur d'une information confidentielle a une obligation d'abstention jusqu'à ce que l'information soit publique. De manière plus générale, on peut inclure dans notre cas toute information à caractère sensible : l'état financier d'une entreprise, la stratégie d'un concurrent, etc. Le risque principal est la création d'un consensus en dehors de la loi du marché, sensée être représentative d'un optimum commun, fruit de la rencontre de l'offre et de la demande dans le cadre d'une concurrence pure et parfaite.

Ce consensus est vecteur de risque de manière proportionnelle aux pouvoirs des gens qui composent ce consensus. L'exemple le plus simple est la rumeur, si tout le monde dit de vous que vous êtes un menteur, alors votre crédibilité sera réduite à zéro. Si l'on s'intéresse au monde des affaires, la rumeur peut prendre une autre forme, par exemple que vous êtes ou que *vous allez devenir* insolvable. Il vous sera alors extrêmement difficile de trouver un banquier prêt à vous accorder un prêt. Le risque commercial prend alors tout son sens, dans le cadre d'une économie libérale, si vous affrontez des entreprises concurrentes proche de personnalités politiques et/ou influentes à même de faire valoir vos intérêts.

Ce risque commercial pour une entreprise de voir sa position menacer du fait d'une prise de position à son égard de la part de son environnement (banquier, investisseurs, administration) est également un moyen pour les Etats de protéger leurs économies. L'exemple-type en est la crise asiatique : l'ensemble des *chaebols* coréens se sont vu refuser le renouvellement de leurs prêts du fait de ratios d'endettement trop importants, cette décision a eut pour effet de faire fuir les capitaux et de provoquer la crise de 1997 paralysant l'économie asiatique pour un certain temps. Sans corréliser cette crise au groupe de Bilderberg,

la décision prise plus ou moins simultanément par un ensemble de banques (*Citygroup, Fisrt Invest Bank, etc.*) illustre le risque de voir apparaître une situation de concurrence monopolistique se former, ceci de manière plus ou moins formelle du fait de l'appartenance de personnes influentes à des cercles communs.

Cette situation monopolistique n'est possible que dans la mesure où l'ensemble des concurrents, soient les acteurs du marché dans une économie libérale, s'entendent pour accorder leurs politiques, ce qui s'apparente à des *trusts* aux Etats-Unis avec la législation adéquate anti-trust. Néanmoins, on peut également faire entrer dans cette catégorie monopolistique les *cartels*. A l'heure actuelle, les producteurs d'acier et d'aluminium sont réunis en cartel. Le risque commercial de voir une entente se former autour des prix prend ici toute sa dimension, l'ensemble des producteurs membres du cartel, et non pas le marché, définissant le prix de vente. Cette situation peut avoir les effets que l'on connaît aujourd'hui en Chine, à savoir des marchés de matières premières très tendus du fait d'une production insuffisante par rapport à la demande. Le risque pour le vendeur est de voir ses coûts augmentés de telle manière qu'il lui est de plus en plus difficile de trouver des clients, ou de voir ses clients se rétracter parce qu'ils ne peuvent pas supporter un tel surcoût.

En dehors de la création d'une rente aux mains des membres du *cartel* ou du *trust*, l'intérêt n'est pas certain, car il ralentit la croissance de l'économie mondiale du fait de coûts importants freinant les investissements (pétrole par exemple). On peut néanmoins inscrire cette logique dans un rapport de puissance, où chaque acteur essaie d'accroître son emprise sur son territoire ou son marché.

Cette logique est certes plus facilement applicable aux grandes entreprises qu'aux particuliers lorsqu'on étudie la liste des participants des réunions Bilderberg. Cependant, il ne faut pas oublier que ce sont des hommes et des femmes qui participent à ce groupe, et des hommes et des femmes qui occupent des postes et des fonctions hauts placés. Le fait que Jean Claude Trichet, ex-directeur de la Banque de France et actuel président de la BCE, participe aux réunions du groupe donne un aperçu des personnalités présentes. Dans cette optique l'appartenance à un tel groupe relève du prestige, pour des personnalités placées en haut de l'échelle sociale, prestige doublée d'une impression de pouvoir par la pratique de la cooptation et de la participation à des réunions où se côtoient les grands de ce monde. Ainsi, faire partie du groupe de Bilderberg peut être mieux vu par vos semblables que vos promenades au bord du lac Michigan dans votre dernier bolide italien.

Cette notion de prestige se retrouve dans le milieu de l'espionnage quand les recruteurs cherchent à comprendre les motivations de leurs recrues : argent, égocentrisme, dévotion à la patrie ? Dans cette logique, le recruteur saura quelles sont les motivations de sa recrue et comment le tenir. Un groupe tel que celui de Bilderberg peut fonctionner de manière similaire. Les personnes à l'origine de sa création ont la main haute sur toute nouvelle admission. Ces dernières répondent à des motivations, et celles-ci peuvent amener les gens réellement motivés à s'investir de manière très importante. Pour preuve de cette motivation, une information sensible peut être demandée. Le risque est alors renforcé par le fait qu'aucune information n'est transmise en dehors du groupe, et que même au sein du groupe elle reste cloisonnée, il vous est alors impossible de savoir comment et pourquoi ce risque s'est transformé en accident.

Si l'on va plus loin dans cette logique, le risque de voir des informations transpirer, là où elles ne devraient pas, est que le recours ou la prévention en sont rendus très difficiles par la nature même des membres du groupe : un ministre n'a d'ordre à recevoir que de très peu de personnes, encore moins un président de groupe ou un riche héritier. Dès lors, les moyens de prévenir de tels risques sont minimes : un ancien ministre des finances peut très bien aller déjeuner avec un des ses amis banquier (passé du FMI à un groupe privé) afin de discuter de telle ou telle entreprise, qu'il aimerait voir grandir, ou dont il

trouve la politique de développement irréfléchie. C'est alors le réseau ou le cercle d'intimes qui représente la réelle puissance ou pouvoir d'une personne. Plus ce réseau est haut placé, plus il est difficile d'agir contre, et plus le risque devient important du fait des maigres moyens pouvant s'opposer à lui.

Le risque commercial pour une entreprise de se voir pointer du doigt par un tel groupe est certain. Le risque que représente un groupe comme celui de Bilderberg se situe au niveau de sa puissance. Il est très difficile de contrer une rumeur et très difficile également d'empêcher la réunion de personnes, sans dérive totalitaire, surtout lorsque les personnes se réunissant font partie des hautes instances de nos sociétés. La solution la plus efficace est donc de faire partie du groupe pour ne pas être contre lui, là encore le risque est accru car le groupe peut prendre l'ascendant sur l'individu qui perdrait alors le contrôle des événements, et se transformerait en marionnette. La diffusion d'informations sur l'appartenance d'individus à des telles entités est un moyen parmi d'autres de prévenir ce genre de risques, de même l'étude de l'impact des décisions prises par un groupe comme celui de Bilderberg devrait permettre de savoir à quoi s'en tenir quand au risque qu'il représente vraiment pour les non membres. Cependant, c'est là la force de ce genre de structures : leur cloisonnement et leur discrétion, qui ne permettent que de crier au loup sans jamais vraiment le voir.

---

## **Le groupe de Bilderberg, lieu de pouvoir catalyseur des craintes altermondialistes**

*En conclusion de ce deuxième numéro de Risk Files, nous proposons une brève analyse des risques liés au traitement des informations relatives au groupe de Bilderberg.*

### **1. Typologie sommaire des sources d'information**

Les informations traitant de la vocation, du rôle et de l'influence du groupe de Bilderberg émanent schématiquement de deux types de sources :

D'une part, les médias que l'on qualifiera de « classiques » ou « de masse », quotidiens nationaux généralistes ou économiques ainsi que leurs sites internet. Ces supports relayent une information perçue comme factuelle. Elle concerne l'annonce des réunions annuelles, l'identité de quelques-uns des membres et l'influence des débats qui s'y tiennent sur les évolutions diplomatiques et les enjeux économiques et sociaux internationaux. Enfin, les caractéristiques de son fonctionnement – huis clos imposé aux débats et absence de compte-rendu officiel – sont systématiquement rappelées.

D'autre part, les médias que l'on qualifiera de « citoyens », supports visant à diffuser une information « engagée » et « indépendante », en ce sens qu'elle cherche à se libérer des contraintes économiques et politiques qui pèseraient sur les groupes de presse traditionnels. Il s'agit, d'une part, de supports écrits tels que *Le Monde Diplomatique* en France (également édité en 17 langues, tirant au total à 1,4 millions d'exemplaires) ou *Die WochenZeitung* en Suisse, mais aussi d'une kyrielle de sites internet militants à vocation locale, nationale ou internationale dupliquant des informations identiques selon le principe de la syndication de contenu. Le réseau électronique de l'association ATTAC en est le meilleur exemple. Les analyses et les critiques sur l'influence des décisions qui seraient prises au cours des réunions du groupe de Bilderberg sont quasi exclusivement proposées par ces médias « alternatifs ».

### **2. Les risques de l'affirmation du droit à la transparence**

En présentant l'existence du groupe de Bilderberg comme une « révélation », les émetteurs attentifs à cette structure en proposent une lecture orientée vers les risques que son fonctionnement comporte.

L'exigence de « transparence » caractérise les sociétés de l'information et de la communication. Précisément, le choix du groupe de Bilderberg de mener ses activités sous le sceau du secret entre en opposition avec les attentes des différentes parties prenantes, notamment associatives.

En effet, comme c'est le cas pour les entreprises et les pouvoirs publics, il est désormais requis d'occuper l'espace informationnel pour anticiper les risques. Or, face à des phénomènes suscitant l'incompréhension (crise sanitaire, décision politique complexe, pollution, etc.), l'absence de communication est comprise de plus en plus souvent comme une reconnaissance de culpabilité : de ce point de vue, puisque le groupe de Bilderberg n'informe pas sur le contenu de ses réunions, c'est que ce groupe a « des choses à cacher ». La « preuve » de son influence sur le cours des événements internationaux serait ainsi faite.

### **3. Les risques politiques liés à la stigmatisation médiatique du groupe de Bilderberg**

Historiquement, la stigmatisation des élites économiques et financières est constitutive du fonctionnement de groupes mettant en cause la légitimité des pouvoirs institués. Ainsi, les « 200 familles » accusées de gouverner secrètement la France sous la III<sup>ème</sup> République, ou encore le « *Mur de l'argent* », concept longtemps utilisé jusque dans les années 1970, ont permis d'alimenter les craintes de dépossession du peuple de sa liberté au profit des « puissants » qui les gouvernent. Aussi, l'absence de légitimité politique des membres du groupe de Bilderberg, couplée à l'influence supposée de ce club, résonnent auprès de nombreuses organisations comme la manifestation contemporaine des phénomènes de manipulation.

L'accélération de la mondialisation au cours de années 1990 s'est accompagnée de la stigmatisation des événements symbolisant le glissement des lieux de pouvoirs, des Etats vers des zones qualifiées de « non-droit ». L'activisme entourant les réunions du *World Economic Forum*, les critiques formulées quant à la légitimité d'organisations intergouvernementales telles que l'OMC ou le FMI, la naissance du Forum Social Européen ou d'associations à vocation mondiale comme ATTAC, s'inscrivent dans un phénomène similaire.

Le fonctionnement particulier du Groupe Bilderberg, son existence même en tant que « club » réunissant puissants et nantis de la planète, suffisent à expliquer les analyses convergentes que les observateurs « engagés » proposent de cette organisation singulière. En synthèse, l'existence même du groupe de Bilderberg présenterait une menace pour la démocratie.

Cette approche du phénomène Bilderberg contribue à crédibiliser l'idée selon laquelle les capacités des Etats à exercer leurs pouvoirs dans le cadre d'un monde globalisé sont limitées, voire anéanties. La publicité donnée au groupe de Bilderberg par certains émetteurs d'information peut ainsi contribuer à entretenir au sein d'une partie des opinions publiques occidentales un sentiment de dépossession démocratique et de fatalisme face au libre-choix des nations à déterminer leurs propres politiques. Or, il est probable que le renforcement de telles attitudes ait pour traduction politique la progression des votes en direction de mouvements contestataires ou protestataires (cf. les résultats de ces dits partis au premier tour des dernières élections présidentielles en France, l'émergence des porte-parole du mouvement « altermondialiste », etc.).

L'utilisation de phénomènes tels que le groupe de Bilderberg peut, in fine, pousser les citoyens des Etats à considérer que leur participation à la vie publique démocratique est vaine. Un risque certain au moment où la nécessité de développer une culture de Défense globale au sein des nations est patente.